

# LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°167 | 152<sup>e</sup> année | CHF 4.00

COMMERCE ÉQUITABLE

## Filière du cacao à réinventer



Usine de chocolat au Ghana. FAIRAFRIC

**11-12** Malgré les efforts de leurs pays et des organisations actives dans le commerce équitable, les producteurs de cacao ghanéens et ivoiriens souffrent de la pauvreté. Des initiatives se mettent en place, à l'instar du chocolat *made in Ghana*.

### WEEK-END

- 13 HISTOIRE VIVANTE** Des militants amérindiens ont occupé l'ex-prison d'Alcatraz il y a cinquante ans.
- 14 RELIGIONS** En Hongrie, Viktor Orban instrumentalise la religion pour appliquer sa politique discriminatoire.

### leMAG



AGORA FILMS

### Le luthier des Andes

- 19 COLOMBIE** Un ancien rocker devenu luthier confectionne des violons demandés dans le monde entier.
- 23 CINÉMA** Roberto Saviano évoque l'adaptation de son roman *Piranhas*, sur les jeunes mafieux napolitains.

### VAUD

Inquiétude autour des contaminations d'eau potable par un dangereux fongicide

4

éditorial

RACHAD ARMANIOS

LE SILENCE  
DISTILLE  
SON POISON

5

«Serge Dal Busco n'a pas prévu de déclarations complémentaires», nous a-t-il fait savoir jeudi. Après avoir, sous la pression, avoué un don de 10 000 francs de Manotel et expliqué avoir rendu la somme cinq mois plus tard sans y avoir touché, le conseiller d'Etat PDC s'est à nouveau muré dans le silence. Il réserve ses explications à la justice, dans un mois. Un temps qui risque de sembler interminable tant ce mutisme paraît intenable. Car sa déclaration, peu convaincante, suscite trop de questions pour permettre aux institutions de fonctionner sereinement, dans un canton brûlé à vif par l'affaire Maudet.

Pourquoi avoir accepté ce cadeau? Pourquoi sur son compte privé? Pourquoi l'avoir rendu si tard? Peut-on croire que l'argent n'ait pas été dépensé?

Pourquoi, encore, n'avoir pas reversé la somme à son parti? Cet *Alleingang* au moment où son colistier PDC Luc Barthassat était l'homme à abattre à droite n'est-il pas mesquin? La présidence du PDC, qui minimise l'affaire en pleine campagne pour les élections fédérales, a-t-elle conscience que la formation semble prendre le chemin abyssal emprunté auparavant par le PLR? Après la chute de sa locomotive Guillaume Barazzone en Ville de Genève, voilà que l'image d'intégrité de son conseiller d'Etat en prend un coup. C'est d'autant plus regrettable qu'après son médiocre passage aux Finances, voilà que Serge Dal Busco fait preuve de courage en tentant d'imposer à son camp une vision de la mobilité enfin tournée vers l'avenir.

Mais, encore ministre des Finances, il a joué avec le principe de transparence. Et alors que l'affaire Maudet a plombé la confiance au sein du gouvernement, il a tu sa convocation par la justice et ce don explosif. Enfin, il a accepté un cadeau en violant potentiellement le règlement de l'exécutif.

Bien entendu, l'affaire Maudet est d'une tout autre dimension, lui qui a voyagé aux frais d'une pétromonarchie autoritaire et qui a reçu dix fois plus d'argent de Manotel. Reste que ces 10 000 francs, donnés après le premier tour quand Serge Dal Busco était pourtant assuré d'être réélu, illustrent à quel point la générosité des milieux économiques à l'égard de la droite semble banale de ce côté de l'échiquier politique. En échange de quoi? |

PARTENARIAT

BIBLIOTHÈQUE  
DE GENÈVE

TRAVAILLER À L'USINE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE  
TÉMOIGNAGES SUR L'ENTREPRISE GENEVOISE GARDY

Soirée le jeudi 19 septembre 2019 à 18h — entrée libre

Bibliothèque de Genève, Espace Ami Lullin  
Promenade des Bastions, Genève

www.bge-geneve.ch





**HISTOIRE VIVANTE** En 1969, des activistes amérindiens se sont installés dans l'ancienne prison d'Alcatraz. **13**

**RELIGIONS** Le premier ministre hongrois s'appuie sur le christianisme pour stigmatiser sans-abri et migrants. **14**

le **MAG** Dans les Andes, un luthier confectionne avec succès des violes de gambes et des violons. Reportage. **19**

# WEEK-END

SOLIDARITÉ  
11  
LE COURRIER  
VENDREDI 30 AOÛT 2019

Le Ghana et la Côte d'Ivoire ont réussi à sceller une alliance pour tenir tête aux acheteurs de cacao. Une taxe devrait permettre d'augmenter – un peu – le revenu des paysans pauvres

## Cacao: prix de la misère en hausse

CHRISTOPHE KOESSLER

**Afrique de l'Ouest** ► Une décision historique. Le mois dernier, le Ghana et la Côte d'Ivoire – qui produisent à eux seuls 65% du cacao dans le monde – se sont mis d'accord pour agir de concert. Ils imposeront une taxe de 400 dollars pour chaque tonne de fèves vendue. Elle viendra s'ajouter au prix du marché (moins de 2200 dollars la tonne aujourd'hui), insuffisant pour assurer un revenu décent aux petits paysans qui cultivent les précieuses cabosses.

Grâce à ce nouveau prélèvement, les gouvernements des deux pays se sont engagés à augmenter les prix payés aux petits producteurs (1820 dollars par tonne contre moins de 1200 aujourd'hui) et à créer un fonds de stabilisation pour compenser la baisse récurrente de la valeur du cacao sur le marché mondial. Un coup de pouce bienvenu car les petits paysans gagnent en moyenne à peine un dollar par jour, bien en dessous du seuil de pauvreté fixé par l'ONU à 1,9 dollar. Partant, les familles ont largement recours au travail des enfants pour survivre<sup>1</sup>. Même chez les producteurs certifiés par la fondation Fairtrade Max Havelaar, seuls 23% échappent au dénuement (lire page suivante).

### Un premier pas

Cette taxe permettra-t-elle de faire diminuer la pauvreté? «La Banque mondiale calcule qu'une augmentation de 10% du prix au producteur entraîne une baisse de la pauvreté de 3,6%», indique Samuel Poos, coordinateur du Trade for Development Center de l'agence publique belge de développement Enabel. Mais la hausse de rémunération prévue ne viendrait que restaurer la situation d'avant la chute drastique des cours du cacao en 2016, qui avait miné les revenus des paysans, indique le spécialiste.

Et même cette avancée n'est pas certaine puisque l'application de cette mesure reste sujette à caution, prévient Silvie Lang, responsable du dossier à l'ONG suisse Public Eye: «Ni les paysans ni la société civile n'ont été associés à la démarche, ce qui est pourtant essentiel. Il faut s'assurer que cet argent arrive vraiment jusqu'au producteur»,



La hausse du prix du cacao pourrait inciter certains producteurs à planter de plus grandes quantités, et donc entraîner davantage de déforestation et encourager le travail des enfants. TRADE FOR DEVELOPMENT

indique-t-elle. Une nouvelle réunion entre les différents acteurs de la filière le 11 septembre devrait permettre d'y voir plus clair.

Dans tous les cas, l'amélioration apportée restera modeste: «Ce prix reste bien trop bas pour garantir un revenu vital aux paysans. Les conditions du marché doivent être remises en

question en profondeur», insiste Silvie Lang.

### Politiques agricoles attendues

Même écho du côté d'Oxfam Belgique: «C'est bien, mais pas révolutionnaire», résume Bart Van Besien, spécialiste du dossier pour l'ONG, qui elle-même vend des tablettes de chocolat

### «Les conditions du marché doivent être remises en question en profondeur»

Silvie Lang

«équitable» dans ses magasins<sup>2</sup>. «Tous les acteurs reconnaissent désormais que tant que les producteurs de cacao ne gagnent pas un revenu décent, le secteur n'est pas soutenable. C'est une condition essentielle pour s'attaquer structurellement aux problèmes du travail des enfants et à la déforestation.»

Les ONG soulignent que de nombreuses autres mesures sont nécessaires pour en finir avec la misère des planteurs. «Des interventions sur les prix doivent faire partie d'une stratégie cohérente pour respecter les droits humains des paysans, protéger les forêts (menacées par l'extension du cacao, nldr) et transformer l'agriculture ouest-africaine», affirme le réseau Voice Network, une coalition européenne d'ONG et de syndicats spécialisée dans le cacao. Une politique agricole forte visant à soutenir les petits producteurs, les former et les aider à diversifier leurs cultures – afin qu'ils ne dépendent plus d'un seul produit – fait en particulier défaut. De même qu'une politique de transparence dans l'ensemble du secteur et la construction d'infrastructures locales viables pour les paysans, incluant écoles, soins et accès aux marchés.

En l'absence de mesures d'accompagnement par les Etats, la hausse du prix du cacao pourrait inciter certains producteurs à planter de plus grandes quantités, et donc entraîner davantage de déforestation<sup>3</sup> et encourager le travail des enfants. Or la Côte d'Ivoire et le Ghana se trouvent déjà en situation de surproduction, observe Bart Van Besien: «Il faudrait aujourd'hui réguler les quantités produites.»

### Les firmes suisses (ir)responsables

Si les Etats doivent agir, les multinationales qui achètent, transportent et transforment le cacao ont aussi une grande part de responsabilité, selon les ONG. D'autant que ce secteur est concentré dans les mains d'une poignée de firmes, avec à sa tête l'étasunienne Cargill et les géants Barry Callebaut et ECOM Agroindustrial, domiciliés en Suisse. «Les industriels du cacao ont des responsabilités en matière de droits humains. En conséquence, ils doivent payer un prix plus élevé en versant par exemple des primes aux petits agriculteurs pour qu'ils obtiennent enfin un revenu vital», estime Silvie Lang.

Une optique réaliste aux yeux de Public Eye, puisque ces entreprises réalisent des profits colossaux. Après l'effondrement des prix du cacao en 2016, Barry Callebaut a vu augmenter son bénéfice net de 39% en 2016-2017 pour atteindre l'équivalent de 307,3 millions de francs. Pour leur part, les fabricants suisses de chocolat, comme Nestlé et Lindt & Sprüngli, qui détiennent à eux seuls plus de 10% du marché mondial du chocolat, devraient aussi tout mettre en œuvre pour...

## Et si le chocolat était fabriqué en Afrique?

Très rares sont encore les tablettes de chocolat confectionnées sur le continent noir. Alors que la majeure partie du cacao vendu sur le marché international y pousse, l'Afrique ne profite pas de la valeur ajoutée apportée par la transformation en produit fini.

«Faire du commerce avec des matières premières n'est pas suffisant pour faire évoluer la situation de régions économiquement fragiles», explique Marie-Claire Pellerin, directrice de l'entreprise suisse de commerce équitable Claro. Pour y remédier, cette société s'est associée avec le tout nouveau chocolatier ghanéo-allemand Fairafric, qui confectionne des tablettes bio au Ghana depuis 2016 grâce à des financements participatifs. Un projet novateur lancé trois ans auparavant par un jeune Allemand révolté par les dures conditions de vie des producteurs de cacao

lors d'un voyage en Afrique de l'Est. Aujourd'hui, ce sont environ 400 000 tablettes par an qui sont fabriquées<sup>1</sup>.

L'ensemble de la chaîne de production se trouve au Ghana, grâce aux partenaires de Fairafric, la coopérative de petits paysans Yayra Glover, et le transformateur de cacao Niche Cocoa, tous deux certifiés bio. «Cela permet de multiplier la valeur ajoutée par cinq», précise Marie-Claire Pellerin.

Les 1400 paysans membres touchent le prix officiel payé par l'Etat, plus une prime de 600 dollars par tonne. «Grâce à l'introduction des méthodes bio et aux formations, les récoltes ont considérablement gagné en qualité et en volume et génèrent beaucoup plus de revenus», assure Claro. En parallèle, Fairafric soutient des projets de diversification, comme la plantation de

cocotiers dont les fruits sont très recherchés sur le marché local. Ces conditions permettent aux familles d'envoyer leurs enfants à l'école et de ne pas les mettre à contribution dans les champs. Quant à Niche Cocoa, ses quelque 300 employés bénéficient d'un revenu 6,5 fois plus élevé que le salaire minimum ghanéen.

Une fois fabriqué, le chocolat, disponible en sept sortes, prend le chemin de l'Allemagne, où il est vendu dans des boutiques du commerce équitable et bio ou réexporté vers la Suisse. On le trouve dans les Magasins du monde, qui comptent une quarantaine de boutiques en Suisse romande. **CKR**

<sup>1</sup>La demande est telle que Fairafric envisage de construire une usine supplémentaire. Un nouveau financement participatif sera lancé en novembre. Informations à suivre sur le site [www.claro.ch](http://www.claro.ch)

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.



... que les producteurs soient mieux rémunérés, considère Public Eye.

La Confédération helvétique devrait également poser le cadre: «Les Etats où siègent les négociants jouent un rôle central pour garantir une répartition plus équitable des pouvoirs et éviter les abus. La Suisse peut et doit prendre des mesures pour davantage de transparence dans le secteur du négoce des matières premières et instaurer un devoir de diligence raisonnable des entreprises en

matière de droits humains, comme prévu par l'initiative pour des multinationales responsables», précise Public Eye.

### Construire la solidarité entre les paysans

Pour Jean-Luc Pittet, secrétaire général honoraire de Terre des hommes Suisse, préfinancer les récoltes des petits paysans les aiderait aussi énormément. «Beaucoup de coopératives n'y parviennent pas. Les producteurs sont obligés de vendre à prix cassés à des marchands

pour obtenir des avances», explique l'agronome, qui soutient la coopérative péruvienne de cacao Agrobosque.

En Côte d'Ivoire et au Ghana, il s'agit aussi de renforcer les coopératives et leur gouvernance, de les mettre en réseau et de permettre aux paysans de s'associer pour peser de tout leur poids sur le marché. «C'est essentiel pour qu'ils puissent trouver eux-mêmes des débouchés intéressants et vendre à bon prix. La solidarité entre les producteurs permet par

ailleurs de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils les soutiennent davantage», ajoute Jean-Luc Pittet. Ce dernier insiste aussi sur la nécessité de la formation afin de produire une fève de qualité, très recherchée par de nombreux chocolatiers aujourd'hui. «Certains fabricants artisanaux sont disposés à dépenser bien davantage pour du cacao plus fin. L'avenir est dans la qualité et dans la mise en relation directe des paysans avec ces chocolatiers», estime-t-il.

A terme, il faudra également que les coopératives et les entreprises ouest-africaines investissent davantage dans la transformation des fèves en pâte de cacao, puis, en chocolat, comme le font par exemple les sociétés Fairafric et Niche Cocoa au Ghana en partenariat avec l'entreprise suisse de commerce équitable Claro (lire page précédente). Car la majeure partie des plus-values sont réalisées à partir des produits transformés et finis<sup>4</sup>. «La répartition inéquitable de la valeur ajoutée sur la

chaîne d'approvisionnement de l'industrie du chocolat est l'une des principales causes de la paupérisation des producteurs», rappelle Public Eye. I

<sup>1</sup>Environ 2,1 millions d'enfants travaillent dans les champs en Côte d'Ivoire et au Ghana, selon l'ONG Public Eye.

<sup>2</sup>Dans les boutiques Oxfam-Magasins du monde.

<sup>3</sup>Nonante pour cent du couvert forestier de ces deux pays a déjà disparu, indique Public Eye.

<sup>4</sup>Trois à six pour cent des plus-values réalisées sur le chocolat terminent dans la poche des paysans selon diverses études.

# La filière équitable se cherche

Les chiffres viennent de la Fondation Fairtrade Max Havelaar elle-même: en Côte d'Ivoire, 77% des producteurs de cacao certifiés par le principal label du commerce équitable vivent dans la pauvreté, dont 58% dans l'extrême pauvreté. Pour atteindre un revenu décent, la majorité de ces paysans devraient gagner trois fois plus. C'est le résultat d'une étude publiée en avril 2018<sup>1</sup>.

Un commerce équitable qui n'en a que le nom? «La Côte d'Ivoire est fortement touchée par l'extrême pauvreté, après la guerre civile qui a l'a durement frappée il y a quelques années. On ne peut pas faire de miracle», répond Fabian Waldmeier. Le responsable de la coopération internationale chez Fairtrade Max Havelaar indique aussi que le nombre de producteurs certifiés par la fondation dans ce pays a quadruplé dans les trois dernières années, de 32 000 à 130 000. La brièveté de leur collaboration expliquerait aussi les limites des résultats obtenus.

Pour améliorer la situation, la fondation relèvera son prix minimum par tonne de cacao de 2000 à 2400 dollars et sa prime versée aux coopératives passera de 200 à 240 dollars à partir d'octobre. Cela ne sera pas suffisant, reconnaît M. Waldmeier. Il faudrait, en principe, augmenter le prix à 3468 dollars la tonne pour parvenir à un revenu décent.

Mais Fairtrade n'a pas toute latitude pour décider de ce tarif. Car ce sont les fabricants de chocolat et les distributeurs partenaires commerciaux de la fondation (dont les supermarchés) qui achètent le cacao certifié. «Si nous fixons le prix trop haut, nous ne pourrions plus écouler la production des paysans labellisés Fairtrade car nos partenaires se tourneront vers d'autres producteurs et d'autres systèmes de certification moins exigeants [comme UTZ, Rain Forest Alliance]», précise Fabian Waldmeier. En clair, les plus grands chocolatiers et distributeurs de Fairtrade sont réticents à payer 30% plus cher pour du cacao certifié, même si au final celui-ci ne représente qu'une petite partie de leurs ventes. En Suisse, 7% du chocolat vendu est labellisé Fairtrade Max Havelaar, indique la fondation.

Par son action, Fairtrade entend aussi avoir un impact sur les prix et les mentalités à plus long terme, afin d'obtenir des hausses constantes. «Nous éveillons les consciences et faisons du lobbying auprès des entreprises, les gouvernements et la société civile pour que le revenu décent devienne la norme.»

**Fairafric mise sur le chocolat africain pour améliorer la situation des acteurs de la filière. Son usine ghanéenne produit 400 000 tablettes par an, exportées en Allemagne et en Suisse.**

FAIRAFRIC



Et les prix ne font pas tout. Grâce à ses primes versées aux coopératives locales, Fairtrade contribue à la formation des paysans, à l'augmentation de la productivité, à la diffusion des bonnes pratiques agricoles – notamment l'utilisation d'intrants, dans la mesure du possible, organiques – et au renforcement du pouvoir de négociation des agriculteurs face aux traders, à l'Etat et aux finan-

ceurs. «L'augmentation de la productivité permet des hausses de revenus. Et la marge est considérable: en Afrique de l'Ouest, la récolte moyenne est d'environ 400 kilos de fèves par hectare. En Amérique latine, c'est en général 1000 kilos et au-delà», détaille Fabian Waldmeier.

Le prix minimum garanti de 2400 dollars et la prime devraient permettre aux paysans certifiés d'atteindre un niveau de vie légèrement supérieur aux autres. Pourtant, pour l'heure, certaines études montrent que la différence n'est pas si importante. En Côte d'Ivoire, les revenus annuels des paysans certifiés

Fairtrade ne seraient que de 6% plus élevés que ceux des producteurs conventionnels, rapporte une étude d'une université états-unienne<sup>2</sup>.

Fairtrade Max Havelaar agit par d'autres biais également. Au Ghana, en coopération avec les supermarchés Coop et le chocolatier suisse Halba, la fondation aide directement près de 3000 paysans à diversifier leurs revenus et à améliorer leur résilience au changement climatique. Ce projet, appelé Sankofa, est financé à hauteur d'un million de francs sur quatre ans par la Confédération.

D'autres acteurs du commerce équitable ont une pra-

tique plus ambitieuse en matière de prix payés aux producteurs et leur garantissent ainsi un revenu bien plus élevé. En Belgique, c'est désormais le cas d'Oxfam Fairtrade pour qui l'étude de son partenaire Fairtrade Max Havelaar de 2018 a été le détonateur d'un changement. «Nous verserons désormais dès septembre une prime supplémentaire de 1000 dollars la tonne aux producteurs pour qu'ils puissent sortir de la pauvreté. Pour ce faire, nous avons simplement renchérit de 10% le prix du chocolat que nous vendons. Nous avons été très étonnés de ne pas devoir l'augmenter

davantage. Cela signifie qu'un prix décent n'est pas inaccessible pour les consommateurs», indique Bart Van Besien, d'Oxfam Belgique. L'organisation peut se le permettre puisqu'elle écoule ses quelque 130 tonnes de chocolat à travers les boutiques spécialisées Magasins du monde, qui partagent la même philosophie. En Suisse, l'entreprise sociale Claro, par exemple, fait de même, et garantit des conditions de travail dignes aux producteurs de cacao en Bolivie (où elle paie 4000 dollars la tonne) et au Ghana notamment.

Limité aujourd'hui à un marché de niche, ce commerce véritablement équitable se pose la question de son extension. «Nous essayons de convaincre les supermarchés de vendre notre chocolat. Le potentiel est énorme», conclut Bart Van Besien. A terme, l'objectif d'Oxfam est bien plus ambitieux: que le commerce équitable devienne la norme, et même une obligation pour l'ensemble des acteurs de la filière (lire ci-contre). **CKR**

<sup>1</sup>Fairtrade Max Havelaar, *Cocoa Farmer Income: the household income of cocoa farmers in Côte d'Ivoire and strategies for improvement*, avril 2018.

<sup>2</sup>Melissa Anne Schweisguth, *Evaluating the Effects of Certification on Smallholders Net Incomes, with a Focus on Cocoa Farmers in Cooperatives in Côte d'Ivoire*, University of California, 2015.

<sup>3</sup>Dans l'assortiment d'Oxfam Fairtrade, on trouve par exemple une tablette de 200 grammes de chocolat fondant à 2,95 euros.



**«Si nous fixons le prix trop haut, nous ne pourrions plus écouler la production des paysans labellisés Fairtrade»**

Fabian Waldmeier

## OBLIGER L'INDUSTRIE À LA RESPONSABILITÉ

Pour Oxfam Belgique, seules de nouvelles lois permettraient de réformer en profondeur le secteur du chocolat en Europe pour assurer un revenu décent aux paysans. Un cadre législatif au sein de l'Union européenne serait d'autant plus pertinent que 60% du chocolat au niveau mondial y est fabriqué. «Les grandes entreprises ne sont pas opposées à des mesures en faveur des petits producteurs. Mais elles ne bougent pas tant que leurs concurrents ne font rien non plus», assure Bart Van Besien. La compétition les paralyserait. «Pour assurer un 'terrain de jeu équitable' (level playing field), des normes égales pour tous doivent être imposées par l'Etat», estime-t-il.

Il s'agit avant tout d'exiger des entreprises un devoir de diligence, qui les contraigne à s'assurer que les droits humains sont respectés dans l'ensemble

de leur chaîne d'approvisionnement. Un principe proposé en Suisse par l'initiative populaire Pour des multinationales responsables, à laquelle le parlement pourrait opposer un contre-projet d'ici à la fin de l'année. «Pour éviter les infractions, les firmes doivent mettre en place un système de traçabilité, d'accompagnement et de rémunération juste des producteurs», ajoute Bart Van Besien. Pour l'heure, tous les chocolatiers, les supermarchés et les ONG belges se sont engagés à ce que le cacao utilisé pour le chocolat produit dans le pays provienne d'agriculteurs qui gagnent au moins un revenu décent d'ici à 2030. Ils ont signé en 2018 un accord sous la forme de l'initiative «Beyond Chocolate». «C'est une initiative volontaire que nous saluons, mais nous savons qu'elle sera insuffisante», commente le responsable d'Oxfam. **CKR**